

le cas que cette cession ne pût avoir lieu , l'Empereur maître alors du Portugal par droit de conquête , exigeait de l'Espagne un chemin militaire pour communiquer avec ledit royaume. Il paraissait aussi , par un article de cette note , que le gouvernement français tenait essentiellement à ce qu'on lui cédât la Navarre.

D'un autre côté , comme il résultait de la même note que le gouvernement français , après avoir posé ces bases , et celles d'un traité de commerce avantageux , consentait à ce que le roi d'Espagne prît le titre d'Empereur , pour établir une parfaite égalité d'étiquette avec la nouvelle dynastie française , et dans les cérémonies du mariage proposé entre le prince des Asturies et une princesse du sang impérial , il ne pouvait rester aucun soupçon d'une arrière-pensée aussi injuste qu'impolitique. Ce lien était au contraire le gage assuré d'une étroite et sincère amitié entre les deux gouvernemens , et de leur indépendance respective , sans que l'article obscur sur la succession à la couronne d'Espagne pût , d'après les données précédentes , faire craindre d'aucune manière qu'il contînt rien de contraire aux droits incontestables du prince des Asturies à être reconnu héritier légitime du roi son père. Le sens véritable que présentait cet article était , ou de reconnaître le droit des femmes à la succession , droit qui paraissait douteux d'après quelques décrets de nos rois , ou quelques idées con-

traies à l'ordre de la succession entre les mâles, calomnieusement attribuées au roi Charles IV, et détruites par l'explication donnée par Yzquierdo.

Tel fut le motif d'après lequel le conseil du Roi se persuada que le pire que l'on eût à craindre du gouvernement français, était un échange des provinces au-delà de l'Ebre contre le royaume du Portugal, ou la demande d'un chemin militaire depuis la frontière de France jusqu'à ce royaume, ou peut-être la cession de la seule Navarre. Cette opinion fut aussi la mienne, malgré les bruits vagues et sans fondement qui commençaient à se répandre dans le public, et qui paraissaient seulement l'effet de la haine nationale récemment éveillée, et d'une méfiance générale qui ne se fixait encore sur aucun objet déterminé.

Nous allons voir à présent dans quelle situation se trouvait la Cour, et les dangers qui environnaient le nouveau roi.

CHAPITRE SECOND.

SITUATION de la Cour et de la Capitale , et dangers qui environnaient le Roi à mon arrivée à Madrid le 28 mars 1808.

LA position dans laquelle se trouvait la Cour à cette époque était peut-être la plus précaire et la plus périlleuse dont l'histoire fasse mention. Quarante mille français occupaient tous les points militaires qui entouraient Madrid. Ces troupes composées d'anciens soldats de toutes armes, pourvues de toutes les munitions de guerre et même d'artillerie, comme pour la guerre la plus active, étaient commandées par les généraux les plus expérimentés, aux ordres du grand duc de Berg. Ce prince, logé, ainsi que son état-major, avec une garde nombreuse, et quelques pièces d'artillerie de campagne, à deux cents pas du palais royal, dans la maison vacante de Don Emmanuel Godoy, avait en outre à Madrid dix mille hommes dans les différentes casernes. Cette armée, composée de cinquante mille hommes, avait sa communication directe avec Bayonne par le moyen de différens corps français disposés en échelons sur la route, et

qui formaient une chaîne de trente mille hommes qui pouvaient successivement et en peu de jours se réunir à l'armée pour la soutenir. Ajoutons que toutes les places frontières, et entr'autres l'importante ville de Barcelone, avaient été livrées aux français par les ordres perfides de Don Emmanuel Godoy. D'un autre côté, une armée de trente mille hommes en Portugal aux ordres du général Junot, et le peu de vieilles troupes espagnoles que le départ du marquis de la Romana et d'autres généraux pour le Nord et pour l'Italie avait laissé dans la Péninsule, se trouvaient noyés dans cette armée française.

Le danger s'augmentait encore par les dispositions hostiles du peuple de Madrid, qui, rempli de loyauté et d'amour pour la patrie, et justement indigné du refus que faisaient les français de reconnaître le nouveau roi, se méfiait de leurs intentions, et faisait craindre à chaque instant un soulèvement et les scènes les plus sanglantes. En effet, un jour sa patience étant poussée à bout, il se porta à tuer ou blesser quelques soldats français sur la place de *la Cebada*; et le gouvernement, aidé des magistrats, des personnes les plus considérables, et soutenu des troupes espagnoles, dut employer les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour éteindre cette étincelle qui pouvait produire le plus grand incendie.

Ce n'étaient pas seulement les ennemis des

français qui attisaient le feu. L'on ne peut se dissimuler qu'à ceux-là se mêlèrent de nombreux espions et partisans du Roi père ; de Godoy et des Français eux-mêmes , intéressés à exciter la discorde pour avoir l'occasion d'effrayer toute l'Espagne par le châtimement sanglant des habitans de Madrid ; et peut-être envelopper dans leur ruine le roi Ferdinand et ses adhérens , au milieu du tumulte et de la confusion inévitable dans de pareilles émeutes.

Certes , si l'on avait pu concevoir l'espérance que le peuple de Madrid , aidé de la faible garnison espagnole de trois ou quatre mille hommes , eût pu battre et chasser les Français , ceux-ci n'eussent point été si orgueilleux , ni le Conseil du roi si embarrassé pour prendre un parti.

Ici j'en appelle au jugement de tous les hommes de bon sens , et sur-tout des militaires. Pouvait-on espérer qu'une population de 150 mille âmes , telle qu'était celle de Madrid , qui par conséquent pouvait offrir à peine quarante mille hommes en état de porter les armes , lesquels embarrassés plutôt qu'aides , par une foule de vieillards , de femmes et d'enfans , sans bonnes armes , sans machines de guerre , sans ordre , sans discipline , sans aucunes provisions , même de pierres (car la moindre démarche hasardée pour s'en procurer , eût été à l'instant prévenue par une attaque générale de l'armée française) : pouvait-on , dis-je , espérer qu'une telle masse , protégée par trois

mille soldats , excellens , il est vrai , mais sans autres munitions que celles nécessaires pour un^e parade , pût résister à cinquante mille hommes préparés pour la guerre , et postés aussi avantageusement que nous l'avons dit plus haut ?

Et que l'on ne me dise pas que le gouvernement pouvait faire venir de dehors des munitions et des troupes , puisque , à l'exception d'un régiment suisse qui était à Tolède , et dont la fidélité était suspecte , il n'y en avait point dans les environs de Madrid , et bien moins encore pour contre-balancer les énormes avantages de l'armée française. Le grand duc de Berg , qui avait ses espions répandus partout , et ses patrouilles dans tous les environs , faisait saisir par elles la moindre arme ; empêchait de recevoir une livre de poudre que l'on aurait cherché à introduire dans la ville ; faisait rétrograder tout détachement espagnol qui s'y présentait , et fatiguait le Roi de plaintes sur une conduite qu'il appelait injuste , intolérable et injurieuse à la bonne foi du gouvernement français , qui certainement en considérerait la continuation comme un acte d'hostilité.

Quoi qu'il en soit , désirant , ainsi que tout le Conseil , connaître s'il nous restait quelque moyen de sortir de l'état d'oppression dans lequel nous étions , je demandai moi-même dans une de nos séances , au ministre de la guerre , Olaguer Feliu , tous les renseignemens qu'il pourrait nous

donner sur le nombre des troupes effectives qu'avait alors le royaume, et sur les points qu'elles occupaient; à quoi il me répondit qu'il n'en savait absolument rien; que Don Emmanuel Godoy s'était exclusivement réservé ces détails, et qu'il ne permettait point que ni lui ni les employés de ses bureaux s'en occupassent: mais qu'il pensait, avec tout le public, qu'excepté quelques faibles garnisons dans les ports et à Saint-Roch, le peu de troupes qui restaient, étaient celles qui se trouvaient en Portugal aux ordres du général français Junot.

Le plus embarrassant était que l'ambassadeur de France venait de donner officiellement l'avis que l'Empereur était sorti de Paris pour se rendre à Madrid, et que le duc de Berg et lui renouvelaient à chaque instant leurs instances mêlées de menaces, pour déterminer le Roi à aller à sa rencontre. Dans une telle disette de ressources, manquant du temps suffisant pour prendre une détermination quelconque, nous craignons, avant d'être en mesure, de voir éclater une rupture qui paraissait très-prochaine, et qui dans les circonstances eût été le plus funeste de tous les événemens.

Cependant le Roi et son Conseil, sur les données dont j'ai déjà fait mention, et d'après les plus solides raisons que je détaillerai plus bas, persuadés que les menaces des Français n'avaient pour objet que de se faire accorder l'une des pré-

tentions alternatives contenues dans le traité (1) envoyé par Yzquierdo , et de s'assurer , en sondant les dispositions du roi Ferdinand avant de le reconnaître , s'ils pouvaient ou non trouver en ce prince un allié constant et fidèle ; devait nécessairement se flatter qu'une conduite franche et amicale , et que l'influence de la nièce de l'Empereur , une fois que son mariage avec le Roi serait décidé , apporterait des modifications à ces demandes excessives. En tout cas la liberté que les termes même du traité laissaient à S. M. d'opter pour la voie militaire du Portugal , l'évacuation de Barcelone et des autres places , le départ de l'armée française , conséquences nécessaires de ladite cession , la guerre qui paraissait devoir très-prochainement s'allumer au nord , mille autres accidens imprévus , enfin le rétablissement de la tranquillité et des forces du royaume , devaient précisément préparer le moment de secouer le joug.

Si , dans cet état de crise et de faiblesse , l'on donnait quelque motif de rupture aux Français , ceux-ci , assurés de tirer du roi Charles IV tout le parti qu'ils voudraient , et de colorer aux yeux des puissances étrangères , peu instruites des faits , leur perfidie , sous le spécieux prétexte de dé-

(1) C'est-à-dire , la cession des provinces de la rive gauche de l'Ebre , ou peut-être de la seule Navarre , ou du chemin militaire pour le Portugal.

fendraient contre un fils rebelle un père détrôné, tenteraient sans doute de rétablir celui-ci, de s'emparer du roi Ferdinand, entièrement à la disposition des troupes françaises, et de le livrer à son père. La résistance que le peuple et la faible garnison espagnole de Madrid pouvaient opposer à ces entreprises, n'avait d'autre résultat probable que la perte de la capitale, et peut-être au milieu de cette horrible boucherie la mort du roi Ferdinand, et celle des personnes royales qui accompagnaient S. M. Quand même ce prince eût eu le bonheur d'échapper à la mort et à la prison, le renouvellement du procès de l'Escurial et l'exhérédation de Ferdinand qui en était le but, livraient le royaume à une guerre civile et étrangère, dont le seul terme eût été sa totale destruction.

En effet, il n'était pas douteux que Napoléon aurait eu la politique d'éloigner des affaires la reine et le prince de la Paix, dont on aurait feint de suivre le procès; et le roi Charles qui n'était point personnellement haï d'une grande partie de la nation, pourrait se former un grand parti, à l'aide des troupes françaises; ressaisir son autorité, et après les malheurs et les dévastations inséparables d'une lutte aussi sanglante livrer pour toujours l'Espagne au joug de ses usurpateurs.

Telle était l'horrible perspective qui se présentait, si l'on rompait avec les Français; malheur si effrayant, que quels que soient les maux que

l'Espagne a soufferts par suite de la détermination du Roi, ils ne peuvent entrer en comparaison avec ceux qui auraient alors eu lieu, puisqu'en dernière analyse, l'indépendance du royaume, la liberté de notre jeune et bien-aimé monarque, et une gloire immortelle désormais inséparable du nom espagnol, en sont les heureux résultats.

Examinons à présent s'il ne restait aucune ressource pour éviter les mêmes maux dont nous venons de parler.

Ce n'était sûrement pas, comme nous l'avons vu, de rester à Madrid, en supposant même connu le projet, que nul homme raisonnable n'eût pu concevoir alors, de changer la dynastie; puisque, à moins de considérer l'Empereur comme le plus impolitique des hommes, il ne pouvait moins, pour cacher son ambition aux autres puissances, que de rétablir sur le trône Charles IV, qui n'ayant ni la liberté ni le pouvoir de lui rien refuser, eut bientôt, par une cession authentique, consommé le malheur de l'Espagne et légitimé l'usurpation de son perfide allié.

De même si le Roi, poussé par des soupçons vagues, eût adopté le parti difficile de s'échapper, et qu'il fût parvenu à se fortifier dans quelque province, il n'eût pas davantage évité la guerre civile et étrangère, ni les funestes conséquences qu'elles entraînent.

J'ai dit que le projet de fuite offrait de grandes

difficultés , parce que le palais était rempli des créatures et par conséquent des espions du Roi père et des français. L'étiquette mettait le Roi dans l'impossibilité d'être un seul instant sans témoins , et tout changement , tout mouvement étranger aux usages de la Cour , eût éveillé les soupçons du duc de Berg , qui , comme je l'ai dit , logé à deux cents pas du palais , eût bientôt pris ses mesures pour que le prince tombât entre les mains de ses troupes qui cernaient Madrid ; et cette démarche eût probablement déterminé et rendu plus terrible la catastrophe que l'on craignait.

Ce que je viens d'exposer devait être d'un si grand poids pour tout homme sensé , que quand même j'aurais eu des soupçons fondés du projet de changer la dynastie , à moins d'une certitude entière et absolue sur ce point , je ne me serais point hasardé à conseiller au Roi de fuir , et encore moins de rester à Madrid. Que serait-ce donc si l'on réfléchit que , bien loin d'avoir non-seulement la conviction , mais même l'idée de l'existence de ce plan , le Roi et son Conseil avaient les plus solides raisons pour le croire impossible ?

CHAPITRE TROISIÈME.

MOTIFS très-graves qu'avait le Roi et son Conseil pour ne point soupçonner les vues secrètes de Napoléon.

INDÉPENDAMMENT des motifs dont nous venons de parler, nous avons encore les suivans pour nous rassurer sur de pareils soupçons.

Jusqu'à cette époque la politique et le système de l'Empereur n'avaient point été de s'emparer des états des princes ses ennemis, ni de les réunir à la France. Il paraissait se contenter d'exercer sur eux une domination réelle qu'il devait aux forces énormes dont il disposait, et aux nouvelles frontières qu'il avait données à la France, et qui la rendaient en quelque sorte inexpugnable : je veux parler des Alpes, du Rhin, etc. Ainsi pouvant, après les batailles d'Austerlitz et de Jéna, détrôner l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, il se contenta de les dépouiller de quelques provinces, non pour les réunir à son empire, mais pour agrandir le royaume de Bavière, former celui de Westphalie, boulevards qu'il élevait contre ses deux ennemis, et sur-tout contre les russes, plus puissans et plus dangereux.

S'il réunit le Piémont à la France , l'on pourrait dire en sa faveur qu'il avait trouvé ce trône vacant , et que cette province lui était nécessaire , comme la porte de l'Italie , dans le cas où les allemands envahiraient cette contrée.

On remarqua même que , quoique la Suisse fût à sa bienséance , comme le seul point faible par lequel il pouvait être attaqué , il se contenta de resserrer les liens de son alliance avec elle , et qu'il respectait son indépendance.

Enfin sa politique , et certes la plus convenable à ses intérêts , paraissait se borner à trois points ; savoir : agrandir et récompenser ses alliés aux dépens de ses ennemis vaincus , ne point dépouiller entièrement ceux-ci quoique à sa discrétion , et former , de ce qu'il leur enlevait , des états plus ou moins considérables pour ses parens des deux sexes , liés à sa fortune , et intéressés à la défense de son empire.

C'est ainsi qu'on le vit donner le titre de roi aux souverains de la Bavière et de Wirtemberg ses alliés , et augmenter leurs possessions , et celles de plusieurs princes de la confédération du Rhin , son ouvrage , des états enlevés à l'Autriche et à la Prusse ; former les royaumes de Hollande et de Westphalie pour deux de ses frères , celui d'Italie pour passer après sa mort à un prince de sa maison ; donner la principauté de Lucques et le grand duché de Berg à deux de

ses sœurs ; enfin le royaume de Naples à un autre de ses frères , et tout cela aux dépens de ses seuls ennemis , si l'on excepte la Hollande.

Encore , s'il ôta son gouvernement révolutionnaire à celle-ci , il est évident que ce fut en raison des liaisons de ce gouvernement avec l'Angleterre , qui portaient à la France le plus grand préjudice , et sur-tout à la demande de la majorité des Hollandais , qui voyaient que leur gouvernement ne pouvait subsister.

Quant au royaume de Naples , il offre , il est vrai , l'exemple d'un roi détrôné par Napoléon ; mais les circonstances qui accompagnèrent cet événement prouvent que , bien loin de s'écarter du système que nous avons indiqué , il le suivait au contraire avec constance.

Malgré les motifs de plainte que le roi de Naples avait donnés à la France , malgré son attachement notoire aux anglais et aux autrichiens , l'empereur Napoléon , après l'avoir vaincu , ayant une armée puissante dans ses états , et pouvant non-seulement le dépouiller , mais encore se rendre maître de sa personne et de sa famille , loin de songer à de pareilles mesures , fit évacuer son royaume , dont il lui assura la possession par un traité solennel , sous la seule condition de garder une neutralité sincère entre lui et ses ennemis. Que l'on voie donc , s'il est possible , de donner une preuve plus convaincante de sa persévérance dans le système dont

nous avons parlé, de ne point priver entièrement de leurs états ses ennemis les plus déclarés.

Il est vrai qu'il ne tarda point à changer de conduite avec ce prince ; mais pouvait-il faire autrement ? Aussitôt que l'armée française quitta le royaume de Naples , à peine le Roi avait-il signé la paix , que par une infraction au traité , il ouvrit les portes aux ennemis de Napoléon , les reçut dans sa capitale , et unit ses forces aux leurs pour lui faire la guerre ; ce qui força l'Empereur à renoncer dans cette circonstance à son système , et à ôter au roi de Naples sa couronne , qu'il donna à son frère Joseph.

En conséquence de tous ces faits , qui prouvent la constance de Napoléon à suivre son système de ne point détrôner même ses ennemis , pouvait-on supposer qu'il en changeât et en suivît un diamétralement opposé avec un roi son allié , avec une nation amie qui s'était sacrifiée pour lui , avec un jeune monarque qui désirait ardemment s'unir avec une princesse de son sang , auquel on avait promis cette alliance , et qui dans l'espoir de l'obtenir venait se mettre entre ses mains ? Pouvait-on croire qu'étant certain que Ferdinand , devenu par ce lien membre de la famille impériale , oublierait tous les intérêts des autres branches de la maison de Bourbon depuis long-temps abandonnés par son père , pour ne s'occuper que de ceux de la nouvelle famille , et être pour l'Empereur un fils obéissant et un allié

inséparable ? pouvait-on croire , dis-je , que Napoléon voulût en le détrônant , et avec lui sa nièce , sa future épouse , répandre des torrens d'or et de sang , pour mettre à sa place un autre prince de sa propre maison , soulever ainsi toute l'Europe , donner une force nouvelle aux suggestions des anglais qui suscitaient à la France des ennemis partout , et révéler à tous les cabinets un phénomène d'artifices , d'ingratitude et d'ambition qui devait précisément les réunir contre lui ? Une telle imprudence se pouvait-elle supposer dans un prince qui jusqu'alors avait pris tant de soins pour faire croire que sa politique suivait des maximes toutes contraires , sans doute pour prévenir cette coalition de toutes les nations qui pouvait lui devenir si fatale , n'ayant besoin pour les dominer que de les affaiblir en les divisant ?

L'invraisemblance d'un changement de système se confirmait encore par les funestes conséquences qui devaient avoir pour la France elle-même un changement de dynastie en Espagne.

1.° Il en coûterait pour obtenir un succès au moins douteux , une guerre d'extermination qui ne se terminerait que par l'anéantissement des trésors et des forces du royaume , et qui au lieu d'un allié utile , sur-tout contre les anglais , ne laisserait à la France qu'une terre morte dont elle serait encore forcée de soutenir le nouveau Roi par des subsides. 2.° Celui-ci donné par force à la nation , serait l'objet de sa

haine éternelle : il ne pourrait conserver le sceptre que par la présence d'une nombreuse armée française, et par l'établissement d'un gouvernement militaire presque tout composé d'étrangers, ce qui porterait jusqu'au désespoir la haine toujours croissante du peuple, et amènerait infailliblement une explosion qui renverserait tout cet échafaudage au moment où la France, occupée par une autre guerre, se trouverait distraite des affaires d'Espagne. 3.° Une conduite aussi maladroite devait donner à l'Angleterre une grande prépondérance, et la disposition des espagnols faire de cette guerre interminable un chancre rongeur pour la France, qui, une fois affaiblie, verrait tomber sur elle toutes les puissances de l'Europe scandalisées et craignant d'être victimes à leur tour d'une ambition aussi démesurée. 4.° Une conséquence nécessaire d'un changement de dynastie en Espagne était la perte infaillible de l'Amérique et de ses autres Colonies, celle de son commerce et de sa marine; et la France qui, par les produits de son industrie, faisait la plus grande partie de ce commerce, devait en ressentir les plus fâcheux contre-coups. Cette mesure ouvrait dans ces colonies un immense et exclusif débouché aux productions de l'Angleterre, à raison de sa prépondérance maritime, ce qui la laisserait fort indifférente au projet de fermer à ses vaisseaux les ports de l'Europe : elle restait maîtresse des précieuses productions